

Le Cameroun arrive 129e sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse Reporter Sans Frontière (RSF) estime qu'une "menace permanente" pèse sur les médias au Cameroun, car les autorités de Yaoundé "font régner une atmosphère de crainte et d'autocensure".

« De nombreuses radios n'ont toujours pas reçu leur agrément définitif, technique largement utilisée par le gouvernement pour les garder sous la menace permanente d'une fermeture », déplore cette organisation internationale de défense de la liberté de la presse.

RSF cite la poursuite des journalistes pour diffamation « sans qu'ils en soient avertis », des arrestations arbitraires et des condamnations des professionnels des médias à des peines de prison sans qu'ils aient pu se défendre devant un tribunal. Au sein de la corporation, difficile de se réjouir de cette légère progression, car le pays « figure parmi les derniers de la classe ».

Cette situation résulte du fait que les journalistes ne sont pas libres d'exercer leur métier au Cameroun, selon le président du Syndicat national des journalistes du Cameroun (SNJC), Denis Kwebo. Le cas le plus emblématique, dit-il, est celui du correspondant de Radio France internationale (RFI), Ahmed Abba, « victime d'une justice au forceps » qui l'a maintenu pendant 29 mois en prison. Sans oublier les journalistes d'expression anglaise arrêtés simplement parce qu'ils sont « originaires d'une région où le régime était en difficulté ».
